

Accord professionnel

CAISSE D'ÉPARGNE

ACCORD DU 14 MARS 2008

RELATIF AUX ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL
AU CONSEIL DE DISCIPLINE NATIONAL : SCRUTIN DU 3 AU 12 JUIN 2008
NOR : ASET0850622M

Article 1^{er}

Principes généraux

Les élections des représentants du personnel au conseil de discipline national sont fixées du mardi 3 juin 2008 au jeudi 12 juin 2008.

1.1. Entreprises concernées

Le présent accord s'applique aux entreprises mentionnées en annexe II. En cas d'évolution du périmètre, une mise à jour de la liste sera communiquée aux organisations syndicales représentatives (OSR) au plus tard le 19 mai.

1.2. Collèges électoraux

Les salariés sont répartis dans 2 collèges :

- premier collège : les salariés classés de T1 à T3 ;
- second collège : les salariés classés de TM4 à CM10.

Les salariés élisent dans chaque collège 3 titulaires et 9 suppléants.

1.3. Electeurs

Dans chaque collège, sont électeurs tous les salariés des entreprises visées à l'article 1.1 qui, à la date du scrutin, ont la qualité d'électeur au regard de la réglementation régissant les élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise, soit ayant au moins 3 mois d'ancienneté. L'ancienneté prise en compte est celle acquise dans les entreprises répertoriées en annexe II ; elle s'apprécie au 1^{er} jour du scrutin, soit au 3 juin 2008.

1.4. Eligibilité

Dans chaque collège, sont éligibles tous les salariés des entreprises visées à l'article 1.1 qui, à la date du scrutin, ont la qualité d'éligible au regard de la réglementation régissant les élections des délégués du personnel et du

comité d'entreprise, soit ayant au moins 1 an d'ancienneté. L'ancienneté prise en compte est celle acquise dans les entreprises répertoriées en annexe II. Elle s'apprécie au 1^{er} jour du scrutin, soit au 3 juin 2008.

1.5. Candidatures et professions de foi

Dans chaque collège, les listes sont présentées par les OSR. Les listes de candidats peuvent être incomplètes.

Ces listes de candidatures et les professions de foi doivent être remises par courriel à la direction des affaires sociales de la CNCE le vendredi 21 mars 2008 au plus tard. Elles doivent être établies sur une seule feuille au format A4 « portrait » (recto/verso en noir et blanc) de type PDF et ne pas excéder 1 mégaoctet. Un avis de réception sera adressé par courriel par la direction des affaires sociales groupe.

Le logo de l'OSR doit, pour figurer sur le site, être fourni au format Gif ou Jpeg et être remis au moment du dépôt des professions de foi.

Les professions de foi seront mises en ligne sur le site de vote électronique à compter de l'ouverture du scrutin. Elles seront par ailleurs envoyées par courrier postal à chaque salarié le 22 mai 2008 et disponibles sur intranet le 27 mai 2008, ainsi que les listes de candidats.

Les listes déposées par les organisations syndicales sont présentées sur le site de vote électronique et sur l'intranet selon le résultat obtenu lors du tirage au sort effectué en CPN à la date de signature du présent accord.

Article 2

Organisation et déroulement des opérations électorales

Les parties conviennent de retenir le vote électronique par internet, le « webvote », comme mode de scrutin. A titre exceptionnel le vote par téléphone, le « televote », sera possible pour les salariés n'ayant pas d'accès intranet ou internet.

Une convention sera signée avec la société RDI située 4, rue du Nouveau-Bercy, 94220 Charenton-le-Pont, retenue à l'issue de l'examen de différentes propositions. Cette convention respectera les recommandations de la CNIL et les principes généraux du droit électoral garantissant notamment la confidentialité, la sincérité et le caractère secret du vote.

Le vote électronique remplace le vote par correspondance.

2.1. Plage de scrutin

La plage de scrutin est fixée du mardi 3 juin 2008 à 10 heures au jeudi 12 juin 2008 à 15 heures.

Pendant la durée du scrutin, une alerte apparaîtra dans l'intranet rappelant les dates d'ouverture et de fermeture du scrutin.

2.2. Bureau de vote

Un bureau de vote unique, chargé notamment du dépouillement, est mis en place.

Ce bureau est composé d'un représentant non candidat par OSR, soit :

- 6 assesseurs ;
- 1 président désigné par le bureau ; à défaut d'accord, la présidence est assurée par le plus âgé des membres du bureau de vote.

Parmi les 6 assesseurs, 2 seront tirés au sort et recevront ainsi que le président un code secret leur permettant d'ouvrir et de clôturer le scrutin aux dates convenues et de procéder au dépouillement du scrutin.

L'ensemble des membres du bureau de vote ainsi qu'un représentant de la direction des affaires sociales groupe disposeront chacun d'un code leur permettant :

- la consultation du taux de participation nationale pendant la durée du scrutin ;
- l'accès à la liste d'émargement après la clôture du scrutin.

2.3. Procédure de vote

Le jeudi 22 mai 2008, la société RDI transmet à chaque salarié, par courrier à son adresse personnelle :

- les instructions pour le webvote ;
- son numéro d'identifiant et code secret ;
- les candidatures et professions de foi.

A titre exceptionnel, les salariés n'ayant pas d'accès intranet ou internet pourront utiliser le televote.

La DRH informera par courrier les salariés en absence longue durée de cette possibilité et une notice explicative sera également affichée dans chaque entreprise à partir du 22 avril 2008.

Les salariés n'ayant pas d'accès intranet ou internet devront se manifester auprès de leur DRH au plus tard le 9 mai 2008 afin que les instructions pour le televote leur soient transmises.

De façon marginale, il sera possible de donner suite à des demandes d'accès au televote au-delà du 9 mai ; les dernières demandes devront alors parvenir à la DRH de l'entreprise du salarié au plus tard le mercredi 28 mai 2008.

Le numéro d'identifiant et le code secret sont à usage unique et générés de manière aléatoire par le prestataire.

Seul le prestataire en aura connaissance.

L'authentification de l'électeur est assurée sur un serveur dédié après saisie par l'utilisateur du numéro d'identifiant et du code secret. Toute personne non reconnue n'a pas accès aux serveurs de vote.

En cas de perte de cet identifiant ou du code secret, le salarié électeur doit prendre directement contact par téléphone avec la société RDI à fins d'authentification (demande d'informations personnelles) et pour que de nouveaux identifiant et code secret puissent lui être réacheminés.

Les électeurs peuvent voter à tout moment pendant l'ouverture du scrutin :

- par le biais d'un lien sur l'intranet ;

- par internet de leur lieu de travail, de leur domicile ou de tout autre endroit ;
- par téléphone (1) fixe ou cabine publique en composant un numéro vert pour les salariés identifiés.

Le vote est accessible 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Les listes électorales sont émargées par les votants au fur et à mesure du vote grâce à leur identifiant à usage unique et leur code secret. Le flux du vote et celui de l'authentification de l'électeur seront séparés. Le vote émis par l'électeur, qu'il y ait eu vote par internet ou par téléphone, sera ainsi crypté et stocké dans une urne électronique dédiée sans lien avec le fichier d'authentification des électeurs. Ce circuit garantit ainsi le secret du vote et la sincérité des opérations électorales.

2.4. Clôture du scrutin

La clôture du scrutin s'effectuera à 15 h 00 le jeudi 12 juin 2008 en présence des membres du bureau, de représentants de la direction des affaires sociales groupe et de RDI ainsi que d'un huissier.

Article 3

Modalités générales du scrutin

3.1. Listes électorales

Les listes électorales sont arrêtées dans chaque entreprise le vendredi 28 mars 2008 dans le respect de l'article 1.3 du présent accord.

Chaque entreprise concernée doit adresser par courriel le mardi 1^{er} avril 2008 au plus tard, à la CNCE, une liste électorale par collège et par ordre alphabétique. Cette liste électorale doit indiquer pour chaque salarié :

- civilité ;
- nom et prénom ;
- date de naissance ;
- adresse postale personnelle ;
- date d'entrée dans les entreprises ;
- collège ;
- s'il y a lieu, les mentions « non électeur » et/ou « non éligible ».

La CNCE transmet une liste électorale (2) avec l'ensemble des électeurs des entreprises aux représentants nationaux des OSR par courriel à partir du mardi 15 avril 2008. Ces derniers s'engagent à ne pas utiliser cette liste à d'autres fins que les présentes élections CDN.

3.2. Information du personnel

Le mardi 22 avril 2008, une liste électorale de l'entreprise indiquant la civilité, les nom et prénom, la date d'entrée dans les entreprises et le collège sera affichée sur des panneaux « élections » prévus à cet effet dans chaque

(1) Appel payant depuis un mobile.

(2) Cette liste mentionnera la civilité, les nom et prénom, la date d'entrée dans les entreprises et le collège.

entreprise. Elle sera également disponible sur l'intranet à partir du 22 avril 2008. Seront également affichés sur des panneaux « élections » et dans l'intranet : le présent accord et une notice explicative rappelant la possibilité pour les salariés n'ayant pas d'accès intranet ou internet d'utiliser le televote.

3.3. Mode de scrutin

L'élection se fait au scrutin de liste à un tour, avec représentation proportionnelle, selon les dispositions de l'article R. 423-2 du code du travail.

Le panachage n'est pas admis mais des noms peuvent être rayés sur la liste choisie.

3.4. Protocoles locaux

Le dispositif électoral relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil de discipline national étant défini au plan national, il ne peut être conclu de protocoles électoraux locaux.

3.5. Responsabilité de l'employeur

L'employeur est responsable de l'organisation matérielle du scrutin et de la régularité des opérations électorales.

Il veille à afficher sur le panneau réservé à cet effet la liste électorale et le présent accord concernant ces élections. Il veille à ce que chaque électeur reçoive la profession de foi de chaque organisation syndicale ainsi que les instructions pour le vote électronique.

Il est assisté dans la mise en œuvre du processus électoral par la société RDI.

Article 4

Dépouillement

4.1. Modalités

Le dépouillement intervient le jeudi 12 juin 2008, à partir de 15 heures à la CNCE, 50, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris, en présence d'un huissier.

Il se déroule en présence de la délégation des organisations syndicales, composée d'un représentant par OSR, des membres du bureau de vote, de représentants de la direction des affaires sociales groupe et de RDI.

Le temps passé aux opérations de dépouillement est considéré comme temps de travail et payé comme tel. Les frais de transport sont remboursés aux intéressés selon les règles définies par la CNCE.

Le temps de trajet pour se rendre au dépouillement est rémunéré ou récupéré. Il est rémunéré comme une période de travail ou il peut être récupéré selon les dispositions en vigueur dans l'entreprise du salarié.

4.2. Attribution des sièges

4.2.1. Quotient électoral.

Le quotient électoral est égal au nombre total de suffrages valablement exprimés par les électeurs du collège, divisé par le nombre de sièges à pourvoir.

Le quotient électoral doit être calculé tout d'abord pour les 3 membres titulaires et ensuite pour les 9 membres suppléants et ceci pour chaque collège.

4.2.2. Bulletins blancs.

Les bulletins blancs sont les bulletins sur lesquels tous les noms ont été rayés.

Ils n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement.

Au sein de chacune des listes, les sièges sont attribués en fonction de l'ordre de présentation des candidats sauf si le nombre des ratures est égal ou supérieur à 10 % des suffrages valablement exprimés en faveur de la liste.

4.2.3. Répartition des sièges.

Pour chaque collège, il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix recueillies par chacune d'entre elles contient de fois le quotient électoral.

Au cas où il n'aurait pu être pourvu à aucun siège ou s'il reste des sièges à pourvoir, les sièges restants sont attribués sur la base de la plus forte moyenne.

A cet effet, le nombre de voix obtenues par chaque liste est divisé par le nombre, augmenté d'une unité, des sièges déjà attribués à chaque liste. Les différentes listes sont classées dans l'ordre décroissant des moyennes ainsi obtenues. Le premier siège non pourvu est attribué à la liste ayant la plus forte moyenne.

Il est procédé successivement à la même opération pour chacun des sièges non pourvus jusqu'au dernier.

Dans le cas où deux listes ont la même moyenne et où il ne reste plus qu'un siège à pourvoir, ledit siège est attribué à la liste qui a le plus grand nombre de voix.

Si deux listes ont également recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué au plus âgé des deux candidats susceptibles d'être élus.

Les candidats sont proclamés élus dans l'ordre de présentation de chaque liste.

4.3. Proclamation des résultats

Au terme des opérations de dépouillement des votes, sont édités les résultats des élections par entreprise (avec prise en compte des dernières fusions de caisses d'épargne), par liste et par candidat. Ils permettent l'affectation des sièges et l'établissement du procès-verbal.

Les résultats proclamés sont communiqués par la CNCE aux entreprises et au secrétariat national de chaque organisation syndicale concernée.

La nouvelle composition de la commission paritaire nationale est communiquée à l'ensemble des organisations syndicales la composant en application du décret n° 2000-921 du 18 septembre 2000.

4.4. Contentieux électoral

Les dispositions légales en vigueur s'appliquent en cas de contentieux liés au présent dispositif et à son application.

4.4. Durée de l'accord

Le présent accord collectif national est conclu pour les élections au conseil de discipline national du 3 juin 2008 et cesse de produire effet au terme de ce processus électoral.

Article 5

Calendrier des élections

Le calendrier retenu pour l'élection des représentants du personnel au conseil de discipline national figure en annexe I.

Fait à Paris, le 14 mars 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

UNSA ;

SUD.

ANNEXE I

Calendrier prévisionnel des opérations électorales

1. Dépôt des listes et des professions de foi : vendredi 21 mars 2008.
2. Arrêt des listes électorales par les entreprises : vendredi 28 mars 2008.
3. Envoi des listes électorales à la CNCE : mardi 1^{er} avril 2008.
4. Information du personnel : mardi 22 avril 2008.
5. Envoi par courrier du matériel de vote aux salariés (instructions web-vote ou televote, identifiant et code secret, profession de foi et candidatures) : jeudi 22 mai 2008.
6. Mise en ligne sur l'intranet des candidatures et professions de foi : mardi 27 mai 2008.
7. Date du scrutin : mardi 3 juin au jeudi 12 juin 2008.
8. Dépouillement : jeudi 12 juin 2008.

ANNEXE II

Liste des entreprises participant aux élections CDN du 3 juin 2008 à la date de signature du présent accord (1)

1. Entreprises du réseau :
 - les caisses d'épargne ;
 - la CNCE ;
 - la fédération nationale des caisses d'épargne.
2. Organismes communs :
 - CNETI ;
 - GIE Arpège ;
 - GIE Sedi-RSI ;
 - GIE Gemo-RSI ;
 - GIRCE ingénierie ;
 - GIRCE stratégie ;
 - GIE Direct écoreuil Nord ;
 - GIE Direct écoreuil Interloire ;
 - GIE direct écoreuil Est ;
 - GIE direct écoreuil Bourgogne – Franche-Comté ;
 - GIE direct écoreuil CRC LDA ;
 - GIE écoreuil Aquitaine-Poitou-Charentes ;
 - GIE écoreuil multicanal ;
 - GIE BOPA Nord écoreuil assurances ;
 - GIE écolocale ;
 - EPS ;
 - finances et pédagogie ;
 - fondation Bélem ;
 - université des caisses d'épargne ;
 - GIE écoreuil Crédit (ex Crédécoreuil) ;
 - association pour l'histoire des caisses d'épargne ;
 - GIE GSF GCE (ex CDS-écoreuil).
3. Autres :
 - Alliance entreprendre ;
 - Ecoreuil promotion ;
 - Capitole finance.

(1) Sous réserve des ajustements susceptibles d'intervenir.